

Les nouvelles sanctions des USA contre Cuba soulèvent une vague d'indignation dans le monde



La Havane, 5 juin, (RHC).- Les nouvelles sanctions contre Cuba annoncées par l'administration Trump ont soulevé une vague d'indignation aussi bien à Cuba qu'aux États-Unis.

Le Conseil des Affaires États-Unis Cuba a exprimé sa déception suite aux nouvelles restrictions décrétées sur les voyages à Cuba et appelé l'administration Trump à respecter la liberté de voyager des Nord-américains.

Un communiqué du Conseil des Affaires relevant de la Chambre nord-américaine de Commerce souligne que les nouvelles restrictions vont interrompre les opérations commerciales dans le secteur des voyages et vont à l'encontre des déclarations de l'administration selon lesquelles elle éviterait de provoquer des dommages aux entreprises nord-américaines qui font légalement des affaires avec Cuba.

De son côté, Engage Cuba, une coalition qui œuvre en faveur de la levée du blocus de notre pays a critiqué ces nouvelles mesures.

Le président de la coalition, James William, a déclaré que les libertés des ressortissants nord-américains ne doivent pas être prises en otage par des politiques.

A Buenos Aires, le Groupe parlementaire d'amitié Argentine-Cuba a condamné les nouvelles mesures annoncées par Washington contre Cuba.

Au cours d'une séance d'hommage à La Havane pour son 5e centenaire, le président du Groupe d'amitié Argentine-Cuba, Alfredo Luenzo, a condamné le caractère extra-territorial de la loi Helms-Burton et dénoncé les dommages qu'elle cause au peuple cubain, aux investisseurs et aux entreprises étrangères implantées à Cuba.

A Las Tunas, une ville de l'est de notre pays, maître Eugenio Ramos a souligné que par l'activation du chapitre III de la loi Helms-Burton, l'administration Trump a brisé toutes les normes du droit international.

«La loi dans son ensemble est une aberration juridique et le chapitre III s'avère un contresens historique. Légiférer depuis les États-Unis pour mettre en place des politiques à Cuba à l'encontre du peuple et du gouvernement cubain est sans aucun doute un fait sans justification juridique.

Vouloir restituer aux anciens propriétaires des biens nationalisés par le gouvernement révolutionnaire, il y a soixante ans, n'a aucune justification.

Le peuple cubain s'oppose massivement à la loi Helms-Burton. Et aux côtés de cette opposition, il y a l'engagement de résister aux conséquences économiques pouvant découler de l'activation de cette clause. Notre peuple est fortement engagé envers la consolidation du système politique cubain et des acquis obtenus en ces 60 ans de Révolution.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/192634-les-nouvelles-sanctions-des-usa-contre-cuba-soulevent-une-vague-dindignation-dans-le-monde>



Radio Habana Cuba